

ASSEMBLÉE EUROPARLEMENTAIRE À BRUXELLES L'Égypte et Israël font l'événement

Ironie du sort, ce sont les deux pays qui enclavent Gaza, l'Égypte et Israël, qui ont fait l'événement avant-hier et hier à Bruxelles, lors de la tenue de l'Assemblée euro-méditerranéenne.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

L'Égypte refusant d'y participer parce que les instances de l'UE, dont l'Assemblée euroméditerranéenne, ont dénoncé, vigoureusement, les atteintes récurrentes aux droits de l'homme chez Hosni Moubarak. Israël parce qu'il a dû subir un chapelet de condamnations, de griefs et d'avertissements. Le siège de Gaza, inhumain, indigne d'un Etat du XXI^e siècle ne pouvait, en effet, être passé sous silence ici, à Bruxelles, dans la capitale belgo-européenne.

Pour autant, la résolution adoptée au finish et concernant Gaza n'a pas été facile à rédiger. Les uns, voulant un texte plus ferme à l'adresse de Tel-Aviv et les autres, estimant nécessaire dans toute formulation évoquant Israël la mention des tirs et des attaques menés par le Hamas contre des villages israéliens à portée des



Des Palestiniens traversant la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte.

obus ghazaouis. Une variante, certes, subtile du «qui-tue-qui?» qui a plombé pendant de longues années la lutte antiterroriste en Algérie.

Ceux qui veulent, aujourd'hui, mettre sur un pied d'égalité les horreurs commises par Israël et les quelques et sporadiques tirs de roquettes palestiniens, ne font, en définitive, qu'envenimer la situation et spolier les Palestiniens de leur droit à une patrie.

L'Union européenne, dans toutes ses composantes, demeure, et cela a été relevé ici pendant l'Assemblée euroméditerranéenne, un soutien indéfectible des Palestiniens.

L'UE est, rappelons-le, le premier contributeur et le financier le plus fidèle de l'Autorité palestinienne. Les Européens sont, aussi, les parrains avec la Russie du processus dit de paix entre Israël et Mahmoud Abbas.

D'où leurs inquiétudes concernant la mort sans doute de la rencontre d'Annapolis qui se devait de propulser les pourparlers entre les deux protagonistes pour les faire atteindre une respectable vitesse de croisière. On en est loin, évidemment. Ce que les députés des deux

rives de la Méditerranée ont acté avec amertume et résignation.

L'Assemblée euroméditerranéenne reste tout de même un cadre à ne pas négliger pour le dialogue et la concertation entre les sudistes et les nordistes riverains de la Méditerranée.

Le processus de Barcelone qui a enfanté l'Assemblée euroméditerranéenne est, faut-il le rappeler, le seul endroit où des pays arabes ne reconnaissant pas Israël, comme l'Algérie, peuvent côtoyer l'Etat hébreu.

A. M.

SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

Conflits et présidence au menu

L'Union africaine (UA) tient son 10^e sommet de jeudi à samedi à Addis-Abeba, où les crises qui minent le continent —Kenya, Somalie ou Darfour— mobiliseront une nouvelle fois les débats, avec l'élection prévue d'un nouveau président de la commission de l'organisation.

La question de la présidence tournaute de l'organisation risque également de provoquer des frictions. Le Soudan est à nouveau candidat à la présidence, après avoir vu sa candidature rejetée en 2006 et 2007 en raison de la crise dans la province du Darfour (ouest) en proie à la guerre civile.

Comme à chaque sommet de l'organisation, le thème officiel de la réunion. «Le développement industriel de l'Afrique», sera occulté par les questions du moment.

La crise qui ébranle le Kenya depuis la réélection contestée du président Mwai Kibaki le 27 décembre devrait figurer en bonne position dans les débats.

Après l'échec d'une mission de médiation du président en exercice de l'Union africaine, le Ghanéen John Kufuor, l'UA a chargé l'ex-secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, d'une nouvelle mission.

Si M. Annan est parvenu à organiser jeudi une première rencontre publique à Nairobi entre M. Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga, qui accuse le chef de l'Etat de lui avoir volé la victoire à la présidentielle, il n'a pu enrayer la spirale des violences politico-ethniques qui ont fait

plus de 900 morts en un mois. Lundi, le parti de M. Odinga a averti que «toute reconnaissance par l'UA du gouvernement de Mwai Kibaki (allait) clairement menacer et nier toute la logique des efforts de médiation de l'UA».

Le dossier de la Somalie, en guerre civile depuis 1991, va également figurer à l'agenda des débats. L'UA a engagé en mars 2007 une force de paix en Somalie (Amisom) pour tenter de stabiliser le pays mais l'organisation ne parvient pas à convaincre ses membres de fournir des troupes.

Pour l'instant, sur les 8.000 hommes prévus seuls un peu plus de 3.000 sont déployés, des militaires ougandais présents et des Burundais qui viennent de terminer leur transfert à Mogadiscio.

L'UA est également engagée au Darfour, dans le cadre d'une force conjointe avec l'ONU, la Minuad, également confrontée à des problèmes de sous-effectifs qui devraient être évoqués à Addis-Abeba, siège de l'UA, où le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, participera aux travaux. La Minuad, qui a pris, début janvier, le relais de l'ancienne force de la mission africaine, l'Amis, ne compte pour l'heure que

9.000 hommes mais doit devenir à terme la plus importante mission de maintien de la paix de l'ONU avec quelque 26.000 membres. Conçue pour être plus robuste que l'Amis, la Minuad se heurte à un manque d'hélicoptères et à des difficultés logistiques. Des membres du Conseil de sécurité de l'ONU accusent par ailleurs Khartoum de multiplier les obstacles à son déploiement.

Sur le plan interne à l'organisation, l'élection du successeur du président de la Commission de l'UA, Alpha Oumar Konaré, figure au programme. Elle a déjà été reportée et un nouveau report en extremis reste possible. «Le président Alpha Oumar Konaré a dit plusieurs fois qu'il veut partir, mais il n'y a pas encore de consensus sur son successeur ni sur la réforme de l'UA», explique un diplomate africain à Addis-Abeba, soulignant «le manque de sérieux» de certaines candidatures.

Quatre candidats restent en lice, dont le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Gabon, Jean Ping, donné favori en cas d'élection.

Lancée en 2002, l'UA est inspirée de l'Union européenne (UE). Parmi ses organes constitutifs figurent la Conférence, organe suprême qui regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement, la Commission, chargée de l'application des politiques de l'Union, et le Conseil exécutif (ministres).

KENYA

Neuf morts de plus, hier, dans l'ensemble du pays

Neuf personnes ont été tuées, hier, au Kenya dans de violences politico-ethniques, a-t-on appris de source policière, portant à 22 le nombre de personnes tuées dans le pays depuis lundi soir.

«Trois d'entre elles ont été tuées à Kakamega, dans la province de l'ouest, et deux dans les bidonvilles de Nairobi (ouest)», a rapporté un haut responsable de la police nationale sous le couvert d'anonymat. Trois autres personnes ont péri à Naivasha (ouest), «une tuée par la police et deux autres à la machette», et un émeutier a été «lucidé par une foule en colère» à Kisumu (ouest), a-t-il précisé. Neuf autres personnes ont été tuées depuis lundi soir dans la région d'Eldoret, dans la Vallée du Rift (ouest), et quatre dans le plus grand bidonville de Nairobi, Kibera. Le meurtre d'un député de l'opposition dans la nuit de lundi à mardi a déclenché une nouvelle vague de contestation à Kisumu et dans les bidonvilles de Nairobi, bastions électoraux du candidat malheureux à la présidentielle, Raila Odinga. Le député Melitus Mugabe Were, élu du Mouvement démocratique orange (ODM) d'Odinga, a été tué par balles «devant sa maison» à Nairobi vers 0h30 hier (21H30 GMT lundi), selon un officier de police. M. Odinga a affirmé, hier, que ses «adversaires» politiques, en référence au camp du président Mwai Kibaki, étaient impliqués «dans l'assassinat brutal» du député. Près de 1.000 personnes ont été tuées en un mois dans les violences politico-ethniques qui ont suivi la réélection le 27 décembre du président Mwai Kibaki, rejetée par M. Odinga, qui l'accuse d'avoir fraudé.

Ban Ki-moon condamne les meurtres de travailleurs humanitaires en Somalie



Ban Ki-moon.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a condamné les meurtres «brutaux» lundi de trois travailleurs humanitaires de Médecins sans frontières et d'un journaliste dans le sud-ouest de la Somalie, selon un communiqué diffusé par ses services.

Le chef de l'ONU qui effectuait, lundi, une visite en Slovaquie, «condamne les meurtres brutaux de trois travailleurs humanitaires de Médecins sans frontières (...) dans un incident qui aurait aussi tué un journaliste somalien», selon le communiqué.

Trois employés de Médecins sans frontières - un Kényan, un Français, un Somalien - ainsi qu'un correspondant de l'agence de presse gouvernementale Somali National News Agency (Sonna) et du site gedonet.com ont été tués lundi par un engin piégé à Kismayo dans le sud-ouest de la Somalie, selon l'organisation humanitaire et des sources somaliennes.

Un quatrième membre de l'organisation humanitaire a été blessé, a ajouté MSF, sans donner plus de détails sur son identité et son état de santé.

MSF a précisé que les corps des victimes, le blessé et les autres collaborateurs internationaux de MSF qui sont restés indemnes avaient été évacués vers Nairobi, au Kenya.

M. Ban a rappelé lundi au gouvernement kényan son obligation d'assurer la sûreté et la sécurité des personnes évacuées et demandé la tenue d'une enquête complète des autorités sur ces décès.